

Ils nous veulent précaires – nous serons inflexibles

Journée d'action européenne pour les droits des chômeurs

Les gouvernements européens ont trouvé une réponse à « la crise » : la chasse aux pauvres. En France, le gouvernement socialiste a déjà donné son agrément à une convention sur l'assurance chômage qui prévoit de faire 2 milliards d'euros d'économies sur le dos des chômeurs. En Italie, Matteo Renzi a concocté un Jobs Act qui impose la précarité comme norme sociale. En Belgique, des milliers de travailleurs hors emploi seront exclus du système d'allocation chômage au 1er janvier 2015, tandis que la réforme du « statut de l'artiste » précarise le secteur de la culture. En Allemagne, la réforme du dispositif Hartz veut empêcher toute résistance contre l'arbitraire des décisions administratives.

Mais s'ils mènent une guerre contre les chômeurs, c'est pour attaquer l'ensemble des salariés. Depuis que Tony Blair a imposé le travail forcé aux chômeurs selon le principe du workfare, que ce modèle a été affiné par la sociale-démocratie allemande, on sait comment une réforme de l'assurance chômage est un levier pour déréguler le marché du travail et provoquer une baisse des salaires. On sait aussi comment des partis de gauche peuvent se faire moteurs dans l'exécution de cet agenda néolibéral.

Des allocations chômage toujours plus basses, des dispositifs de contrôle toujours plus autoritaires visent à faire accepter n'importe quel boulot à n'importe quel salaire, voire sans salaire du tout. A l'horizon, le modèle allemand du plein emploi précaire et sous-payé : en Allemagne, un taux de chômage à 5,4%, mais 25% de travailleurs pauvres, une espérance de vie en recul, le record d'Europe des inégalités. Depuis les lois Hartz, le salaire réel y a baissé de plus de 4%.

Prenant prétexte de la crise pour reprocher aux pauvres « de vivre au-dessus de leurs moyens », alors qu'eux-mêmes se livrent à une évasion fiscale massive, les oligarques dictent leurs lois selon un processus bien réglé : campagne de stigmatisation (« ils ne cherchent pas de travail », « il faut les contrôler »), suivie de mesures de baisse ou de suppression des allocations. Le tout est accompagnée de harcèlement bureaucratique et de politiques d'activation qui forcent à accepter des boulots de plus en plus sous-payés : mini-jobs à l'allemande, contrats 0 heure à l'anglaise, et bientôt l'apprentissage en dessous du SMIC pour les chômeurs de longue durée, chantier actuel du gouvernement français.

Leur premier objectif, c'est l'attaque de tout ce qui protège les salariés face à leur employeur (code du travail, nature du contrat, salaire minimum, Prudhommes, conventions collectives). Leur second objectif, c'est que la gestion du chômage devienne un marché juteux pour le secteur des assurances, comme il l'est déjà pour les agences d'intérim et pour les firmes spécialisées dans la formation à des emplois qui n'existent pas.

Aujourd'hui 14 novembre, des actions et des grèves ont lieu dans de nombreux pays d'Europe pour stopper ce rouleau compresseur anti-social. Aujourd'hui nous nous battons pour que tous les chômeurs soient indemnisés et pour défendre le principe d'une assurance chômage mutualiste. Aujourd'hui nous affirmons le droit à une continuité de revenu face à la discontinuité de l'emploi. Aujourd'hui nous rappelons le droit de chacun à de vrais moyens d'existence. Nous voulons nous battre pour une autre société que celle de la pauvreté et de la précarité de masse, pour une solidarité permettant de vivre au présent et de penser le futur. Nous ne voulons ni régression, ni status quo, mais des droits nouveaux !

No Jobs – Let's Act !

Premiers signataires : CIP-IDF, CGT Spectacle, CGT Intérim, CIP Gironde, CIP-Languedoc-Roussillon, Collectif Unitaire 69, SNU Pôle Emploi, AC !, Sud Pôle Emploi, Union syndicale Solidaires,...